

La mobilité des jeunes en milieu rural



La mobilité ne va pas toujours de soi. Il est donc nécessaire d'accompagner sa construction dans le cadre d'un processus éducatif construit et en lien avec une jeunesse toujours plus mobile. Que ce soit concernant la mobilité pure, ou bien encore d'un point de vue géographique, social ou résidentiel, la mobilité est également pour le jeune, consécutive d'un temps de changements majeurs. Elle fait ainsi passer celui qui reste jeune de l'enfance à l'adolescence puis à l'âge adulte. Le territoire rural est un lieu particulier pour cette construction, avec très souvent une absence de diversité dans les solutions de transport mais aussi dans les métiers qui s'ouvrent aux jeunes ruraux. 80% des communes Françaises sont situées en milieu rural. Elles concernent 22% de la population Française. On comprend dès lors, l'enjeu central de la mobilité des jeunes en milieu rural.

La représentation de la ruralité et de la mobilité auprès des jeunes

Une étude du Ministère de l'Agriculture datant de 2010 met en lumière des représentations contrastées de la ruralité de la part des jeunes qui y vivent et s'y sentent parfois enfermés, mais témoignent dans l'ensemble d'une *"réelle attirance pour l'installation en milieu rural."* L'étude menée par le Centre d'études et de prospective repère trois grandes formes de mobilité de la part des jeunes.

Pour un tiers d'entre eux, *"la mobilité n'est faite que de déplacements nécessaires et contraignants"*, avec une circulation intense entre des localités voisines : ils se préparent à *"un avenir de proximité"* et vivent souvent l'espace rural et son isolement comme un piège. Un autre tiers des personnes interrogées est constitué d'étudiants, pour qui la campagne est vécue comme un refuge, dans le cadre de mouvements pendulaires entre *"leur lieu d'appartenance dans l'espace rural et leur lieu de résidence en ville"*. L'étude

repère enfin des jeunes très mobiles, dont le lieu de vie est éclaté entre *"la maison individuelle ainsi que le village"* et *"plusieurs lieux éloignés"* de travail ou de loisirs ; leur mobilité est au *"service d'un projet de vie sédentaire"* et la campagne est vécue comme un espace ouvert.

De cette enquête, le Centre d'études et de prospective retient que *"contrairement à l'idée largement répandue d'une volonté migratoire des jeunes ruraux, ceux-ci restent, quitte à*

se sentir piégés. Ils reviennent, et s'installent". De ce fait, un principal constat peut être dressé : les jeunes aiment la campagne et la ruralité, à condition que cela ne soit pas vu comme une contrainte.

Plus concrètement, qu'en pensent les principaux intéressés ? Nous avons fait le choix d'interroger 3 jeunes. Une lycéenne, une jeune étudiante, et un jeune actif. Malgré des situations extrêmement diversifiées, le constat est le même : la campagne a plutôt bonne presse, mais gare au manque de solutions liées à la mobilité.



Mathilde : *"Je suis actuellement dans un lycée agricole, en seconde. Plus tard j'aimerais travailler dans le domaine agricole. Pour les études, j'ai tout à proximité mais il faut quand même prendre le train pour me rendre en cours. Et pour les sorties n'en parlons pas. Je suis dépendante de mes parents c'est horrible. Ils ne veulent pas entendre parler du scooter. C'est assez pénible à vivre surtout quand on voit ses potes sortir en ville les weekends."*

Estelle : *"J'habite à Orléans. Je reviens souvent pour voir ma famille dans la Nièvre. Je n'ai pas à me plaindre : je bénéficie des tarifs étudiants pour rentrer. Donc ça c'est cool. Mais dès que je veux sortir chez mes parents c'est une catastrophe. J'habite à 20 minutes du principal bassin d'emploi. Pour les jobs d'été ce fut un enfer. Je n'ai pas d'argent pour me payer une voiture. Et aucun transport ne dessert directement mon village. Résultat, j'ai dû me farcir 2 mois d'intérim."*

Mathéo : *"Je suis electricien. J'ai tout juste 17 ans, pas encore le permis. Mais j'ai la chance d'habiter dans un quartier pavillonnaire. Il y a les bus. Mais si je veux conserver ma place auprès de mon patron à la fin de mon apprentissage, je vais devoir valider mon permis assez vite. Car sinon, je ne serai pas conservé. J'ai de la chance d'avoir des parents qui m'aident. Sinon ce serait difficile. Ici même en périphérie comme ça, une voiture c'est essentiel"*



Les conséquences sur l'emploi

En juillet 2016, le gouvernement Valls a saisi le Conseil économique, social et environnemental (CESE) pour un état de lieux des besoins de la jeunesse rurale. Une enquête a donc été menée auprès des 16 à 29 ans dans des zones faiblement densifiées, où certains services sont très éloignés. En moyenne, le taux de chômage est moindre chez les ruraux. Selon Pôle emploi, 25 % des jeunes (18 à 24 ans) sont sans emploi en zone rurale contre 27 % en zone urbaine.

En revanche, à la campagne, nombreux sont ceux qui ne travaillent pas et ne sont pas non plus en formation : 24 % en zone rurale, c'est 4 points de plus qu'en zone urbaine.

À la campagne, il est devenu indispensable d'avoir le permis de conduire : en sortant de CAP, 45 % des jeunes ayant le permis ont un emploi alors que ceux qui n'ont pas le permis sont seulement 19 %. Ainsi à la campagne, un jeune sur trois n'a pas assisté à un

entretien, faute de moyen de transport : c'est colossal !

On le voit donc, la mobilité des jeunes en milieu rural a un impact certain sur l'emploi et la vie sociale de manière générale. Source d'inégalités, de nombreuses collectivités ont décidé d'agir pour enrayer cette fatalité.



Les conséquences sur l'emploi

Des solutions locales à un problème généralisé ?

Les territoires français ne manquent pas de solutions alternatives pour encourager la mobilité des jeunes en milieu rural. L'accompagnement au permis de conduire, la location de vélos/scooters en régie, le développement du transport à la demande, la mise en place d'une application visant à réunir un réseau de particuliers et favorisant le covoiturage ... les solutions existent.

Mais une étroite coopération entre les différents acteurs locaux est primordiale. Ainsi, les collectivités doivent fonctionner de paire avec les acteurs de l'emploi (Pôle emploi, Mission locale ...). Ce sont ces acteurs qui sont directement en lien avec les jeunes et leurs difficultés. Sans coopération, pas de solutions.

Enfin, notez l'immense obligation faite aux collectivités de penser les solutions d'avenir avec ceux qui sont directement impactés par cette

problématique : les jeunes. *Design Thinking*, stratégie réseau sociaux, micro-trottoirs ... n'hésitez pas à aller voir les jeunes, à les interroger, à savoir ce qu'ils en pensent ! Si les solutions ne sont pas adaptées à leurs aspirations, les actions risqueraient de rester stériles. Adelia Conseil, spécialiste de l'analyse des besoins des jeunes peut vous aider à mener ce genre de démarche auprès d'eux.

Hugo RODRIGUEZ